

# VRAI, FAUX !

## Le président Alpha Condé a déclaré ... NCT Necotrans répond.

**Au cours de son séjour en France le Président Alpha Condé a répondu aux questions des journalistes. NCT Necotrans a repris les arguments développés par le Président Alpha Condé et y répond.**

**« Cette société n'a pas respecté ses engagements » Président Alpha Condé**

**Faux.**

La société NCT Necotrans a respecté tous les engagements qui étaient inscrits dans la convention de concession de 2008 modifié par l'avenant N° 1 du 7 novembre 2009. Conformément à son engagement contractuel, Getma International a déjà investi, directement et, via sa filiale locale STCC, plus de 30 millions d'euros (ticket d'entrée, matériels, rénovation des installations, travaux de génie civil...)

La mise en place du matériel a été réalisée au-delà des engagements contenus dans l'offre

N°	Désignation	offre	En place
1	Grues mobiles	2	2 <sup>1</sup>
2	Remorques	19	24
3	Reachstackers	10	13
4	16 T' télescopique	4	5
5	Fourche 12T	2	2
7	Voitures	10	14
8	Minibus (ambulance)	1	1
9	Terberg	17	12

Comme cela a été constaté par un huissier, le matériel est en état de fonctionnement.

Toutefois il est vrai que des investissements mineurs n'ont pas été réalisés

Au jour de la résiliation de la concession, les travaux suivants n'avaient pas été réalisés :

- Réparation des endommagements des murs du quai ;
- Remplacement des échelles du mur de quai ;
- Remplacement des défenses du mur de quai.

---

<sup>1</sup> Deux grues neuves Gottwald d'un coût de 8 millions d'euros ont été installées

Ces travaux ont été retardés car les interventions étaient malaisées en raison du nombre d'escaliers. Toutefois, le matériel a été approvisionné et devait être progressivement mis en œuvre, en fonction des créneaux horaires disponibles pour travailler.

Enfin il est à rappeler la réalisation de la zone administrative que GETMA a mise en service avec deux années d'avance et qui abrite les services de la douane du Terminal.

Ces retards sont tellement mineurs qu'aucune observation officielle du concédant n'a été faite au concessionnaire

Enfin, Getma International avait lancé avant la résiliation de la concession, un appel d'offres international pour la réalisation des travaux d'extension du terminal, qui devaient débiter le 20 mars 2011, portant l'investissement à plus 120 millions d'euros. La chronologie de cette deuxième phase d'investissement était conforme à l'accord de concession.

#### **« *Bolloré est arrivé second* » Président Alpha Condé**

##### **Vrai**

Le dépouillement des offres réalisées par l'Etat guinéen, avec la participation du port autonome de Conakry, a abouti aux résultats suivants :

	Grup Maritim TCB Afrimarine	Groupe Bolloré	APM Terminal (Maersk)	GETMA International
Note finale	59,84	76,72	72,98	<b>86,77</b>

Le groupe français **Getma International** se classait donc **premier**, loin devant le groupe Bolloré. Cette différence significative venait, notamment, du fait que le groupe Bolloré avait offert un « ticket d'entrée » de 5 millions d'euros (alors qu'il n'en offrait qu'1 dans sa tentative de marché de gré à gré), contre **15 millions d'euros** proposés par Getma International, des redevances au m<sup>2</sup> de 8 et 4 € contre 10 € pour Getma International et des redevances de 8 € par conteneur contre également 10 € par Getma International.

Toutefois il convient de rappeler que comme dans tout appel d'offres, **les soumissions des candidats avaient une durée limitée dans le temps**. Ici elles étaient valables jusqu'au 30 novembre 2008. Il est donc pour le moins étonnant de venir près de 3 ans plus tard se référer à une offre périmée pour justifier le choix qui a été fait.

Enfin il faut relever que le périmètre de la concession accordée de gré à gré au groupe Bolloré est très différent de celui qu'exploitait GETMA INTERNATIONAL. En effet alors que GETMA INTERNATIONAL avait la concession du Terminal à conteneurs, le groupe Bolloré bénéficie, de gré à gré, en plus de la concession du terminal à conteneurs, du trafic conventionnel, ce qui constitue une grande première en Afrique.

#### **« *Le Code des concessions en Guinée prévoit qu'en cas de défaillance du concessionnaire le second opérateur est appelé à la rescousse* » Président Alpha Condé**

##### **Faux**

Le code des marchés publics (Ordonnance n° 1988 – JO 1989/21, p. 263) ne prévoit aucune disposition permettant de substituer automatiquement à l'adjudicataire dont la convention serait résiliée, l'adjudicataire évincé qui serait arrivé en seconde position.

**« *Bolloré et le Groupe Maersk ont décidé de travailler ensemble* » Président Alpha Condé**

**Vrai et Faux :**

Cette information, dans l'état actuel ne peut être ni validée ni infirmée. Toutefois il convient de qualifier cette collaboration. Parle-t-on d'une joint-venture ? Parle-t-on d'une relation client/fournisseur ? Pour que l'argument du Président Condé soit cohérent avec sa déclaration il faudrait qu'il y ait, sous une forme ou une autre, une joint-venture : qui vivra verra !

**« *La Banque mondiale et la Cour des Comptes en France m'ont demandé d'annuler tous les contrats de concession qui ont été signés en 2009 et en 2010.* » Président Alpha Condé**

**Vrai et Faux :**

L'appel d'offres international remporté par Getma International date de 2008 et non de 2009 ou 2010 ... donc l'argument ne saurait s'appliquer.

De plus la recommandation de la Cour des comptes française s'applique **exclusivement** aux concessions minières.

Il est malhonnête intellectuellement d'appuyer la décision de résiliation de la concession du port à conteneurs de Conakry sur un audit qui portait sur un autre sujet. Ce type de raisonnement est un syllogisme indigne pour un ex professeur de droit public.

**« *L'attribution de la concession à Getma International était contestée dès le début* » Président Alpha Condé**

**Faux.**

Elle n'a jamais été contestée sauf, insidieusement, par le Groupe Bolloré. Le groupe Bolloré n'a jamais accepté ne pas avoir été adjudicataire de l'appel d'offres international comme de ne pas avoir obtenu le marché de gré à gré ; toutefois, le groupe Bolloré n'a jamais soulevé de contestation officielle comme par exemple un recours.

Dès l'arrivée au pouvoir du capitaine Moussa Dadis Camara, une délégation du groupe Bolloré est venue pour essayer de le convaincre de résilier la Convention de Concession. C'est ainsi que la Convention de Concession a été suspendue le 14 janvier 2009 ; toutefois, après réexamen du capitaine, le gouvernement a décidé, le 9 avril 2009, de lever la suspension. Depuis, il n'y a plus eu la moindre contestation.

**« *Le Président Lansana Conté a suspendu la concession* » Président Alpha Condé**

**Faux.**

Le Président Lansana Conté n'a jamais suspendu la concession ; le gouvernement guinéen a résisté à la pression du groupe Bolloré qui demandait la concession sans appel d'offres (de gré à gré) et a organisé l'appel d'offres international avec l'appui technique du bureau d'études allemand INROS-LACKNER

C'est le successeur du Président Lansana Conté, le capitaine Moussa Dadis Camara, qui, à la suite de la visite des équipes du groupe Bolloré, a suspendu par un décret n°009/PRG/CNDD/SGPRG/2009 du 14 janvier 2009 (dont Getma International n'obtiendra jamais la copie) l'application de la convention de concession.

Ayant fait procéder à un nouvel examen de la convention de concession par les services techniques des ministères concernés et par le port, le capitaine Moussa Dadis Camara leva, par décret n°074/PRG/CNDD/SGPRG/2009 du 9 avril 2009, la suspension.

Pour tenir compte des conséquences de la suspension, notamment en termes de délai de réalisation des travaux, un avenant n°1 fut signé le 7 novembre 2009 entre l'Etat guinéen, le Port autonome de Conakry (représenté par Monsieur Mamadouba Sankhon) d'une part, et Getma International et STCC d'autre part.

---

**« On a obligé le Directeur du port à signer » Président Alpha Condé**

**Faux.**

En premier lieu, il convient de préciser que le directeur du port n'est pas l'autorité concédante. C'est le ministre des transports qui est l'autorité compétente ; le port autonome de Conakry n'est que le mandataire de l'Etat. En cette qualité, Monsieur Mamadouba Sankhon a tout à fait librement signé l'Avenant du 7 novembre 2009 rendu nécessaire par le retard mis par l'Etat guinéen à mettre à disposition les terrains concédés.

C'est tout à fait librement que Monsieur Mamadouba Sankhon a donné quittance définitive du paiement du solde du ticket d'entrée les 3 et 28 mai 2010. Personne n'a forcé Monsieur Mamadouba Sankhon pour percevoir 7,5 millions d'euros en sa qualité de mandataire de l'Etat guinéen

**Trista SCHNEBERGER**

*PR Account Executive*

[trista.schneberger@eurospreed.com](mailto:trista.schneberger@eurospreed.com)